Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN BIRMANIE

Chroniques de Birmanie

Semaine du 5 au 11 août 2019

État Rakhine

❖ Affrontements entre l'*Arakan Army* et l'armée birmane

→ Selon le porte-parole de l'armée pour le commandement régional de l'Ouest, Win Zaw Oo, de violents affrontements ont lieu entre la Tatmadaw (armée) et l'*Arakan Army* (AA) dans le township de Minbya depuis le 28 juillet.

→ Le porte-parole de l'AA, Khine Thukha, a fait savoir que plus de 20 soldats de l'armée birmane et 4 de l'AA avaient été tués le 7 août dans des affrontements dans les townships de Kyauktaw et Rathedaung, ainsi que dans le township de Paletwa (Chin). Win Zaw Oo a reconnu les combats, mais pas le nombre de victimes.

❖ Populations civiles déplacées

→ Lors de la séance parlementaire du 8 août, le vice-ministre des Affaires sociales Soe Aung a déclaré qu'il y avait plus de 20 000 personnes déplacées à cause du conflit dans le Rakhine depuis décembre 2018. Il a aussi estimé que « le gouvernement a fourni l'assistance nécessaire aux réfugiés du conflit armé ».

→ Les récents affrontements du township de Minbya ont déplacé plus de 5 000 personnes au cours des deux dernières semaines, et les ONG estiment à plus de 3 000 le nombre de villageois piégés dans la zone du conflit. Un parlementaire de Minbya a, par ailleurs, dénoncé l'interdiction émise par l'armée envers les politiques et les ONG de pénétrer la zone ; l'armée a précisé que cette interdiction a été décidée « pour leur propre sécurité ».

❖ Arakanais expulsés de Singapour

→ Les 6 membres de l'association Arakan-Singapour (AAS), qui ont été expulsés de Singapour en juillet, sont officiellement poursuivis pour financement du terrorisme dans le Rakhine par un tribunal de Rangoun. L'avocat des six accusés, Kyaw Myo Htun, a rappelé que ces derniers « levaient des fonds pour venir en aide aux victimes des inondations dans le Rakhine ».

❖ Rapatriement des Rohingyas

→ Le secrétaire permanent du ministère des Affaires étrangères Myint Thu a reçu le 9 août à Rangoun l'ambassadeur du Bangladesh pour lui signaler que la Birmanie est prête à recevoir la première vague de rapatriés « vérifiés » issus de la liste de 3 450 personnes remise par le Bangladesh. Lors de cette rencontre, Myint Thu a aussi précisé qu'une mission de l'*Independent Commission of Enquiry* (ICOE), conduite par Kenzo Oshima, se rendra au Bangladesh ce mois-ci.

Processus de paix, minorités ethniques et affaires frontalières

❖ Processus de paix

→ Après une récente réunion entre le *National Reconciliation and Peace Centre* (NRPC) et les groupes de l'Alliance du Nord, le major Mai Aik Kyaw, de la *Ta'ang National Liberation Army* (TNLA), a déclaré qu'aucun progrès significatif n'a été fait. Il a ajouté que le NRPC et l'Alliance du Nord ont envoyé des propositions, notamment sur le lieu de la prochaine rencontre ; elles sont restées sans réponse de la Tatmadaw.

→ Le groupe *Karen National Union* (KNU) a annoncé le 9 août qu'il allait reprendre les négociations de paix qu'il avait suspendues depuis novembre 2018.

❖ Nouveaux affrontements dans l'État Shan

→ Entre le 4 et le 5 août, au moins 5 affrontements ont eu lieu dans le township de Kutkai (Shan), opposant la *Ta'ang National Liberation Army* (TNLA) à la Tatmadaw. En cette période de cessez-le-feu unilatéral de l'armée, le major Mai Aik Kyaw, de la TNLA, a pourtant précisé que « l'armée nous a attaqués ». La Tatmadaw n'a pas souhaité commenter.

→ Le 6 août, plus de 200 villageois ont dû fuir leur village dans le township de Tangyan (Shan) lors d'affrontements entre la Tatmadaw et la *Shan State Army-North* (SSA-N).

→ Le 8 août, la TNLA et la *Myanmar National Democratic Alliance Army* (MNDAA) ont lancé une offensive conjointe contre la Tatmadaw dans le township de Kutkai. L'armée estime qu'une telle attaque est la preuve que ces groupes armés « ne recherchent pas la paix ».

Situation intérieure

❖ Réforme de la Constitution

→ Le 9 août, le Parlement de l'Union a approuvé le rapport du Comité mixte de réforme de la Constitution à près de 66%. Un projet de loi portant amendement de la Constitution va être rédigé avec l'aide d'experts et de représentants de toutes les parties, notamment des minorités ethniques.

→ Le 4 août, l'ex-général Shwe Mann, fondateur de l'*Union Betterment Party* (UBP), a rappelé que l'amendement de la Constitution ne pourra avoir lieu qu'avec la coopération de l'armée ; le vice-président du Parlement, et président du Comité de réforme de la Constitution, Tun Tun Hein, estime lui aussi que la participation des militaires est nécessaire au processus de réforme.

→ Le représentant des parlementaires militaires, le brigadier-général Maung Maung, a précisé la position de l'armée : « nous devons attendre et voir ce qu'il se passe ».

❖ Célébrations du « soulèvement 8888 »

→ Le 8 août, environ 1 000 personnes se sont réunies autour d'anciens leaders étudiants dans le parc Maha Bandula de Rangoun pour marquer le 31ème anniversaire du soulèvement de 1988.

→ Parmi eux, Min Ko Naing a rappelé la détermination de son mouvement Génération 88 à poursuivre la lutte « contre l'injustice et l'oppression, quelles que soient les menaces ou les obstacles ». L'ancien manifestant Mya Aye a déclaré que « l'armée doit se retirer entièrement de la politique pour permettre à la démocratie de s'épanouir ». Le militant Aung Myo Min, a dénoncé les lois répressives et les violations des droits de l'Homme.

→ Le Comité d'organisation de l'événement a publié un communiqué exigeant la fin de la dictature, le retrait des militaires de la vie politique, le renforcement de la démocratie et la création d'une véritable union fédérale.

❖ Poursuites judiciaires contre l'ex-militaire et ex-député Hla Swe

→ Le 3 août, dans un discours à Kyauktada, l'ex-officier militaire et ancien député du Parti de la solidarité et du développement de l'Union (USDP) Hla Swe a dénoncé les sanctions américaines contre les généraux, estimant que les États-Unis insultent aisément Bouddha, mais pas Mahomet, sous prétexte que « s'ils le font, Mahomet leur enverra une bombe ». Il a critiqué le gouvernement et son absence de réaction aux sanctions, en appelant à se réjouir si les États-Unis venaient à bombarder des bâtiments de l'administration birmane, et tuer par la même occasion des membres du gouvernement.

→ Le 7 août, le tribunal de Kyauktada a émis un mandat d'arrêt pour sédition en vertu de l'article 124(a) du Code pénal.

→ Le 7 août, le chef spirituel musulman San Aung a porté plainte contre l'intéressé auprès du même tribunal pour discours de haine contre l'Islam et le prophète Mahomet. Hla Swe a déclaré qu'il attendait la décision du tribunal le 21 août, rappelant que la plainte pour outrage à Bouddha déposée contre l'Ambassade américaine avait été classée sans suite début août.

❖ Condamnation du cofondateur du *Myanmar Times*

→ L'Australien Ross Stirling Dunkley, cofondateur du quotidien *Myanmar Times*, a été condamné à 13 ans de prison par un tribunal de Rangoun le 7 août pour possession illégale de drogue. La juge Mi Mi Maw, en charge du procès, a précisé que les quantités de drogue trouvées au domicile de Ross Dunkley étaient telles qu'il ne s'agissait pas seulement de consommation personnelle, mais bien de trafic.

❖ Inondations

→ D'après le département de la Gestion des catastrophes, plus de 90 000 personnes ont pris refuge dans des camps temporaires depuis le début de la mousson, notamment dans les régions de Thanintharyi, Bago, Ayeyarwady, Sagaing, Mandalay et Magwe, ainsi que dans les États Kayin, Mon et Rakhine.

→ Entre le 5 et le 7 août, des pluies torrentielles ont provoqué le chaos dans certaines zones de Rangoun, notamment dans les townships de Mingaladon et Kabar Aye. Les étages inférieurs de l'hôpital général du township d'Okkalapa ont été inondés.

→ Le 9 août, les pluies torrentielles ont provoqué des glissements de terrain dans le township de Paung (Mon), emportant ainsi 30 maisons du village The Phyu Gone. Le 11 août, les corps de 56 victimes ont été retrouvés ; les recherches se poursuivent sous de fortes pluies pour retrouver les 80 villageois encore portés disparus.

❖ Grippe saisonnière H1N1

→ Selon le ministère de la Santé et des sports, le nombre de décès dus au virus H1N1 s'élève à 92 à la date du 9 août. 63 décès sont enregistrés dans la région de Rangoun, 11 dans l'Ayeyarwady, 7 dans la région de Bago, 3 dans le Mon, 3 dans la région de Sagaing, 2 dans celle de Magway, et 1 dans l'État Rakhine, de même que dans le Kachin et le Shan.

❖ Grippe porcine africaine potentielle

→ Depuis la mi-juillet, plus de 1 000 porcs sont morts dans les townships de Tachileik et Mongphyat, à l'Est de l'État Shan. Le ministère de l'Agriculture, du Bétail et de l'Irrigation n'a pas encore confirmé la maladie, mais a précisé prendre les mesures nécessaires pour l'endiguer.

→ Plus de 2 000 porcs ont été abattus à titre préventif le 7 août dans la région spéciale 4 de Mong La et dans celle de Maing Ma (Nord du Shan). Des tests de dépistages sont en cours.

Relations extérieures

❖ Rapport de l'ONU sur les intérêts économiques des militaires

→ Le 5 août, une mission d'enquête de l'ONU a publié un rapport sur les relations qu'entretiennent les militaires avec les entreprises étrangères, notamment par le biais des entreprises qu'ils détiennent, la *Myanmar Economic Holdings Limited* (MEHL) et la *Myanmar Economic Corporation* (MEC). Le rapport démontre que près de 60 entreprises étrangères ont des liens commerciaux avec l'armée, et les accuse au minimum de contribuer, par leur soutien financier, aux violations des droits de l'Homme qu'elle commet dans les États ethniques Kachin, Shan et Rakhine, et au maximum de lui vendre directement des armes.

→ Le rapport appelle en conclusion à mettre en place un embargo sur les ventes d'armes en Birmanie, ainsi que des sanctions ciblées envers ces entreprises.

→ Le 6 août, le gouvernement birman a réagi en rappelant que la Birmanie n'avait jamais reconnu la légitimité de cette mission d'enquête, et indiqué qu'il « rejetait catégoriquement » ce rapport. Il a, à cette occasion, dénoncé « une action visant à porter atteinte aux intérêts et au peuple birmans ».

→ Le ministère des Affaires étrangères birman a estimé que le rapport « ne contribuait en aucune façon à la résolution des enjeux auxquels fait face le pays dans le Rakhine », et rappelé que ce ne sont pas des sanctions économiques qui résoudront les problèmes du pays.

→ Le 6 août, l'entreprise belge de technologie Newtec a déclaré arrêter sa coopération avec MyTel, l'entreprise de télécommunications appartenant aux militaires.

→ Le 7 août, dans un communiqué, l'institution *Union Entreprise for Humanitarian Assistance, Resettlement and Development in Rakhine* (UEHRD) a fait savoir qu'elle rejetait catégoriquement les allégations contenues dans ce rapport qui l'accuse d'avoir participé à des « crimes au regard du droit international » et d'avoir renforcé « les conséquences des crimes de guerre, crimes contre l'humanité et actes de génocide ».

❖ Aide financière de l'UE pour l'intégration commerciale de la Birmanie dans l'ASEAN

→ L'Union européenne accordera un soutien financier d'un montant maximal de 8 M€ sur une période de quatre ans pour la mise en œuvre du projet *ARISE Plus Myanmar* par le Centre du commerce international en collaboration avec le ministère du Commerce. Ce projet vise à aider la Birmanie dans son intégration commerciale régionale avec les économies des États membres de l'ASEAN, conformément au plan 2025 de la Communauté économique de l'ASEAN.

Economie

❖ Lancement du premier satellite birman de communication

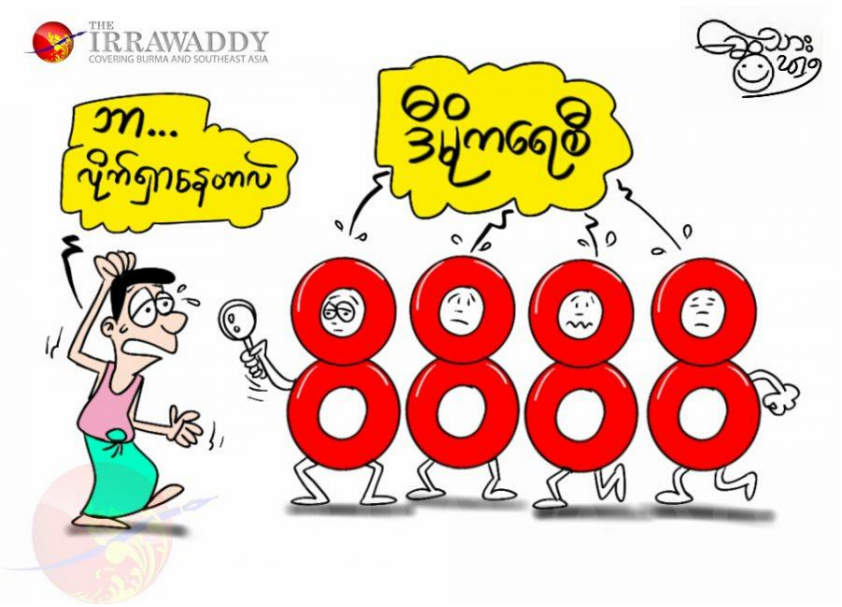
→ Le premier satellite birman, *Myanmar Sat 2*, a été lancé le 7 août depuis la base française de Guyane après deux ans de préparatifs. Le satellite a été fabriqué par *Maxar Technologies*, et pourra fournir un débit internet et mobile plus rapide aux utilisateurs. Le coût total du projet est de 155,7M USD.

❖ Réseau 5G

→ L'entreprise MyTel, détenue majoritairement par les militaires birmans et vietnamiens, et 4ème opérateur téléphonique du pays, a testé avec succès le 31 juillet son réseau 5G. Dès l'octroi de la licence gouvernementale, l'entreprise sera en mesure de l'étendre à l'ensemble du pays l'année prochaine, avec le soutien de l'entreprise chinoise Huawei.

❖ Dette extérieure de la Birmanie

→ D'après un rapport du Bureau du Contrôleur général de l'Union présenté le 7 août, la dette extérieure de la Birmanie s'élève à 10,2 milliards USD pour l'année 2019, en hausse par rapport à 2018.



Titre : Caricature de 31 ans

Explication : Un homme demande aux personnes qui ont participé au soulèvement populaire 8888 (du 8 août 1988) ce qu'elles cherchent. Elles répondent être à la recherche de « la démocratie ».

Crédit caricature : The Irrawaddy

Ce document ne prétend pas à l'exhaustivité et ne reflète que des commentaires ou analyses parus dans la presse birmane, qui n'engagent en rien le point de vue propre de l'Ambassade.